

## Nkurunziza s'engage à faire reculer la pauvreté d'au moins 20% d'ici 2015

PANA, 09 février 2012 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a rendu public, jeudi, un vaste programme gouvernemental qui ambitionne de "tout mettre en œuvre" pour baisser sensiblement la proportion des plus pauvres, parmi ses concitoyens, de 67 à 47% d'ici l'année 2015. Le chef de l'Etat burundais s'adressait à un parterre de membres du gouvernement, ceux du Parlement, de l'administration centrale et territoriale, la société civile, les opérateurs économiques, ainsi qu'aux représentants du corps diplomatique et consulaire accrédités dans le pays, à l'occasion du lancement officiel de la mise en œuvre du Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP, seconde génération).

Le premier cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté avait été adopté en 2006 et sa mise en œuvre a souffert des répercussions de la crise économique et financière internationale, mentionne le document de la seconde génération du CSLP de plus de 140 pages. Dans l'état actuel des choses, "force est de constater que les résultats enregistrés dans le domaine de la croissance restent nettement insuffisants", a reconnu, à son tour, le président Nkurunziza, avant d'ajouter que c'est en partie pour cette raison que la misère frappe encore une grande partie de la population burundaise. La nouvelle génération du CSLP définit les orientations stratégiques avec pour double objectif de "dynamiser les piliers de croissance et réduire de façon visible le niveau de pauvreté", a-t-il expliqué. La réalisation de ce double objectif va encore nécessiter de profondes réformes axées sur le "renouveau économique capable d'impulser l'accélération de la croissance, de la sécuriser et de la pérenniser", a souligné en substance le président burundais. En outre, il a fait savoir qu'un accent particulier sera porté sur la diversification de la production et la mise en place d'un environnement des affaires aux normes internationales afin de conférer un rôle plus accru au secteur privé. L'autre préalable dans la lutte contre la pauvreté endémique au Burundi est le développement des infrastructures de qualité, indispensables au relèvement de la compétitivité et à l'accroissement des investissements, a-t-il poursuivi. Le but ultime est de renverser les tendances à la détérioration de la qualité de vie de la population, en mettant en avant des politiques "redistributives" du fruit de la croissance en faveur notamment d'une meilleure accessibilité aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable et aux services liés à la protection sociale.